



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

**ASSOCIATION DE GESTION DU CCHSCT ET DU FINANCEMENT DU PARITARISME
DE LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE**

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

**Siège social : 37, rue Etienne Marcel
75001PARIS**

SIREN : 504 246 372

**Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de l'association de gestion CCHSCT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels l'association de gestion du CCHSCT et du financement du paritarisme de la production cinématographique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 Janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant la continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 13 juillet 2022

Le Commissaire aux Comptes

PSK AUDIT

Stéphane KUPERBERG

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	2 970	2 257	713	1 307	594	45.45
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	19 710	19 313	397	1 079	682	63.21
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	22 680	21 570	1 110	2 386	1 276	53.49
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	40 396		40 396	59 453	19 057	32.05
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	817		817	186	631	339.84
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	725 132		725 132	701 888	23 244	3.31
	Charges constatées d'avance (2)						
	Total II	766 345		766 345	761 527	4 818	0.63
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		789 025	21 570	767 455	763 913	3 541	0.46

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2021 12		Exercice N-1 31/12/2020 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	479 552		551 259		71 707	13.01
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau						
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	2 745		71 707		68 962	96.17
	Situation nette (sous total)	476 807		479 552		2 745	0.57
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	476 807		479 552		2 745	0.57
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
	Total II						
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	Total III						
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	76 796		21 289		55 507	260.74
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	22 028		23 686		1 658	7.00
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	191 824		239 387		47 563	19.87
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance						
	Total IV	290 648		284 362		6 286	2.21
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	767 455		763 913		3 541	0.46

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

290 648

284 362

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Attestation de présentation des comptes

EXCO COTE D'AZUR CANNES

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1 *	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	184	135	115	970	68 165	58.78
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation						
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	17	299	9	636	7 663	79.52
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits		2		19	17	87.71
Total I	201	436	125	626	75 811	60.35
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	83	532	69	657	13 875	19.92
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	1	603	1	615	12	0.74
Salaires et traitements	69	041	71	582	2 540	3.55
Charges sociales	30	951	34	579	3 628	10.49
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1	276	1	871	595	31.80
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	18	751	18	764	13	0.07
Total II	205	154	198	068	7 087	3.58
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	3	718	72	442	68 724	94.87

* Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1 *	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		739		840	101	12.02
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		739		840	101	12.02
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		739		840	101	12.02
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		2 979		71 602	68 623	95.84
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		477			477	
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		477			477	
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		159			159	
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI		159			159	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		318			318	
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)		84		105	21	20.00
Total des produits (I+III+V)		202 653		126 466	76 187	60.24
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		205 398		198 173	7 225	3.65
5. EXCEDENT OU DEFICIT		2 745		71 707	68 962	96.17

* Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	10
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	10
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	10
Permanence ou changement de méthodes	11
Informations générales complémentaires	11
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	11
Etat des amortissements	12
Etat des provisions	12
Etat des échéances des créances et des dettes	12
Disponibilités en Euros	13
Charges à payer	13
Charges et produits constatés d'avance	13

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 767 454.74 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 201 436.49 Euros et dégageant un déficit de 2 744.77- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Compte-tenu de la propagation de l'épidémie Covid-19 dans le monde au cours du premier trimestre 2020 et de la reconnaissance par l'OMS de la situation pandémique le 11 mars 2020, il est considéré que, pour l'exercice clos au 31/12/2021, l'épidémie de Covid-19 constitue une situation avérée, qui existait avant la clôture de nos comptes annuels au 31/12/2021.

La pérennité de notre société n'étant pas compromise, les comptes clos au 31/12/2021 ont été établis suivant le principe de continuité d'exploitation

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La situation en Ukraine constitue un événement post-clôture.

Cette dernière n'a pas d'incidence financière sur les comptes clos au 31.12.2021, dans la mesure où il s'agit d'un événement relatif à une situation nouvelle.

Les premières analyses de l'exposition de l'entité conduisent à un impact financier non significatif, sur les comptes de l'entité et sur les hypothèses budgétaires

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, comme indiqué par l'article 111-2 de ce dernier.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Les recettes du CCHSCT sont réparties de la façon suivante :

- en produits (compte 70620000) pour la partie CCHSCT, soit 47% des cotisations,
- en compte de tiers (compte 46710000) pour la partie liée au paritarisme, soit 53% des cotisations.

En effet, les cotisations pour le paritarisme sont amenées à être redistribuées, ce qui explique leur affectation telle que définie ci-dessus.

Dans le compte 70610000 apparaissent les remboursements de cotisations à AUDIENS, c'est à dire les cotisations versées par erreur au CCHSCT par AUDIENS, puis remboursées à AUDIENS.

Ce compte est compensé par le compte 70600000.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	2 970		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	14 726		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	4 984		
TOTAL	19 710		
TOTAL GENERAL	22 680		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			2 970	2 970
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			14 726	14 726
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			4 984	4 984
TOTAL			19 710	19 710
TOTAL GENERAL			22 680	22 680

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	1 663	594		2 257
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	14 176	549		14 726
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	4 454	133		4 587
TOTAL	18 630	682		19 313
TOTAL GENERAL	20 294	1 276		21 570

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	594				
Instal.techniques matériel outillage indus.	549				
Matériel de bureau informatique mobilier	133				
TOTAL	682				
TOTAL GENERAL	1 276				

Etat des provisions

Néant

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	40 396	40 396	
Personnel et comptes rattachés	22	22	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	795	795	
TOTAL	41 213	41 213	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	76 796	76 796		
Personnel et comptes rattachés	7 816	7 816		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 881	12 881		
Impôts sur les bénéfices	84	84		
Autres impôts taxes et assimilés	1 248	1 248		
Autres dettes	191 824	191 824		
TOTAL	290 648	290 648		

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 996
Dettes fiscales et sociales	11 639
Autres dettes	54 589
Total	133 224

Charges et produits constatés d'avance



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

**ASSOCIATION DE GESTION DU CCHSCT ET DU FINANCEMENT DU PARITARISME
DE LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE**

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

**Siège social : 37, rue Etienne Marcel
75001PARIS**

SIREN : 504 246 372

**Rapport spécial du Commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale de l'association de gestion CCHSCT,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relatives à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

En application de l'article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de commerce, qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

Personnes concernées :

- Isabelle MADELAINE : Présidente de l'Union des Producteurs de Cinéma - UPC
- Valérie LEPINE-KARNIK : Présidente de l'Association de gestion CCHSCT

- ❖ L'U.P.C. a refacturé à l'Association de gestion CCHSCT la somme de 44.000 € pour prestations de secrétariat sur l'année 2021.

Fait à Paris, le 13 juillet 2022

Le Commissaire aux Comptes

PSK AUDIT

Stéphane KUPERBERG